

Portugal

Monde agricole

Exposition Manouchian

Législatives indécises

Ne décolère pas

Du 21 au 28 février

P.2

P.3

P.6

ÉLECTIONS EUROPÉENNES 2024



LÉON DEFFONTAINES FABIEN ROUSSEL
Mardi 12 mars à 18h30
Rencontre publique à Nantes
Aux Salons Mauduit 10 rue Arsène Leloup

Édito :

Les Européennes de 2024 représentent un enjeu crucial pour notre parti ainsi que pour l'ensemble des Français. Notre objectif est ambitieux : rassembler plus d'un million de voix, surpassant largement les 560 000 voix recueillies en 2019. Cette ambition, exprimée par notre secrétaire national, Fabien Roussel, souligne la nécessité d'un engagement fort et d'une mobilisation large pour atteindre le seuil des 5 %, garantissant l'élection d'au moins cinq députés en juin.

Les 8, 9 et 10 mars prochains, les communistes seront appelés à voter sur la liste adoptée au dernier conseil national. Il est essentiel que nous nous mobilisions pour valider notre stratégie de rassemblement qui, en s'appuyant sur des candidatures issues de divers horizons politiques et syndicaux, vise à construire une représentation riche et diversifiée, capable de porter haut et fort les luttes et aspirations de nos concitoyens.

Conscients de l'urgence des enjeux et de la nécessité d'agir ensemble pour une Europe plus juste et plus solidaire, il est temps de reprendre la main dans les domaines de l'emploi, des salaires, de l'industrie, de l'environnement et de la paix. Désormais, l'heure est à l'entrée en campagne. L'opération « Vérité sur les salaires », lancée devant Mati-

gnon, est un exemple concret de notre engagement à mettre en lumière les inégalités salariales et à lutter pour une répartition plus équitable des richesses, illustrant notre détermination à agir concrètement pour les droits des travailleurs et la justice sociale.

Pour notre fédération, la venue de Fabien Roussel et Léon Deffontaines dans notre fédération les 12 et 13 mars prochains n'est pas une simple date dans nos agendas mais bien l'impulsion d'une campagne d'une importance capitale. Il s'agit de mobiliser nos forces à tous les niveaux pour impliquer chaque communiste et citoyen dans nos initiatives.

Notre objectif est clair : créer une synergie entre nos différentes campagnes, qu'il s'agisse de la lutte contre la vie chère ou de l'effort de renforcement de notre parti, en mettant en avant les enjeux européens qui nous concernent tous. Du porte-à-porte à notre présence sur les marchés, d'une initiative solidaire à un débat, nous devons renforcer nos contacts, informer, partager nos idées et surtout s'assurer de la participation de tous et toutes le jour du vote. L'engagement de chacun et chacune d'entre nous est essentiel avec un objectif commun : convaincre d'aller voter et accumuler les soutiens qui feront la différence dans les urnes le 9 juin prochain.

Véronique MAHÉ

Meilleure maire du monde

Une communiste récompensée

C'est la deuxième fois en 20 ans que la famille politique communiste est récompensée.

Cette fois, pour l'année 2023, il s'agit d'une femme, maire de la ville de Graz en Autriche. Elke Kahr et le conseil municipal administrent 300 000 habitants, la deuxième ville du pays, depuis septembre 2021. La représentante du Parti Communiste Autrichien (KPÖ) mène avec insistance des politiques sociales centrées sur le droit au logement, le droit au travail et la lutte en faveur du climat.

L'utilisation d'une partie des indemnités des élus communistes sert aussi à financer des solidarités concrètes

dans un pays où les intentions de vote pour l'extrême droite atteint 30 % en vue des élections législatives de septembre.

La fondation qui l'a élue « Meilleure maire du monde » récompense « son dévouement et son altruisme au service de la ville et de ses citoyens, pour une politique proche des préoccupations de toutes et tous... »

En 2021, c'était le maire communiste de Grigny, Philippe Rio, qui avait été récompensé, faisant ainsi honneur aux citoyens de la ville, au service public local et à la politique municipale, marquée par la volonté d'émanciper les classes populaires.



Portugal

Des élections législatives indécises

Le 10 mars prochain, les Portugais sont appelés aux urnes pour des élections législatives anticipées. En novembre dernier, le Premier ministre socialiste Antonio Costa a présenté sa démission.

Ces derniers mois, des scandales de corruption, à propos de l'attribution d'un permis pour l'exploitation d'une mine de lithium, mais aussi pour l'installation d'un site de production d'hydrogène vert et d'un data center géant dans la région industrielle de Sines, ont éclaboussé des ministres et le cabinet du chef du gouvernement, accusé dans un premier temps de participation active à ces affaires. En effet, des écoutes téléphoniques avaient révélé l'implication d'un certain Antonio Costa. Or, il s'agissait de son homonyme, ministre de l'économie. La justice portugaise a admis son erreur, mais la crise politique s'est installée et le Premier ministre sortant, blanchi des accusations, ne sera pas candidat à sa succession.

Le PS pourrait perdre sa majorité absolue et peut-être même perdre l'élection, puisque selon les sondages l'ensemble des voix de gauche, PS, Bloc de gauche, Livre et CDU (PCP et « Os verdes ») totaliserait 44 % des voix contre 49 % pour l'alliance de droite avec l'extrême droite. 7 % des électeurs sont indécis et feront basculer les résultats le jour du scrutin. Les populistes d'extrême droite du parti « Chega », ce qui veut dire « Ça suffit », sont crédités de 16 % des voix, un record dans un pays qui, depuis la révolution de 1974, se croyait débarrassé du fascisme. Même si Luis Montenegro, le leader de la coalition de droite, a réaffirmé son refus d'alliance avec « Chega », son électorat est favorable à ce rapprochement et pourrait l'obliger à pactiser avec le leader populiste André Ventura, ancien commentateur sportif, avocat et député controversé.

Pourtant, le Portugal connaît une embellie économique depuis l'arrivée de la gauche au pouvoir en 2014, la fin de l'austérité et la mise en place de mesures de progrès social, l'augmentation significative du salaire minimum et des pensions de retraite qui ont sorti le pays de la crise financière... Le pays attire aujourd'hui de nombreux investissements étrangers, notamment dans le tourisme, l'énergie ou les hautes technologies.

Il est aujourd'hui l'un des « bons élèves » de l'Europe en matière budgétaire avec des excédents depuis deux ans, mais à quel prix ! Malgré une augmentation régulière des salaires, ceux-ci restent bas (smic à 820 euros par mois), le système public de santé s'est dégradé et le pays vit une profonde crise du logement, en partie due au fort développement de l'hébergement touristique à Lisbonne ou Porto. Pour toutes ces raisons, beaucoup de jeunes Portugais qualifiés et diplômés font le choix de l'émigration, un des enjeux de la campagne électorale.



Guerre Israël-Hamas

Toujours dans l'attente d'une trêve

Depuis le 19 février, une audience est ouverte à la Cour internationale de justice en vue d'émettre un avis consultatif sur la légalité d'occupation des territoires palestiniens par Israël. Ce passage en justice émane d'une résolution adoptée en fin d'année 2022, bien avant l'entrée en guerre d'octobre dernier.

Bien que cet épisode offre une tribune aux Palestiniens pour plaider, une nouvelle fois, leur cause et interpellier sur les exactions dont ils sont victimes, la guerre actuelle n'entre pas dans le débat sur l'ingérence territoriale. Alors que les positionnements se multiplient en faveur d'un cessez-le-feu immédiat ou d'une trêve humanitaire, la guerre entre Israël et le Hamas continue de faire des victimes civiles.

Pire encore, les conditions de vie et l'effondrement de l'ordre civil, à certains endroits, mettent un nouveau frein à l'acheminement de l'aide humanitaire. Dans un contexte où l'accès à la nourriture et l'eau potable devient une priorité pour nombre de Palestiniens, ouvrant en parallèle l'augmentation du risque sanitaire et la propagation de maladies infectieuses.

Un bilan humain de plus en plus lourd alors que s'exprime un débat entre le droit palestinien à l'auto-détermination et les enjeux sécuritaires du territoire israélien mais toujours pas sur un cessez-le-feu... Et lors du dernier vote par le Conseil de sécurité de l'ONU, sur un projet de texte porté par l'Algérie en faveur d'un cessez-le-feu humanitaire, pour la troisième fois, les États-Unis ont fait valoir leur veto. Un seul vote Contre sur les quinze états membres du conseil, une abstention par le Royaume-Uni et treize Pour. Un statu-quo répétitif sur fond de relations américano-israéliennes qui perdurent malgré les nombreuses nations prenant position pour une solution à deux états, que ce soient les pays du monde arabe et ceux de l'Union européenne, mais également venant de puissances économiques comme la Chine qui appelle à la désescalade ou l'Inde qui continue de soutenir la création d'un état palestinien, tout en ayant fermement condamné les actes terroristes du Hamas.

Alors qu'à La Haye on s'exprime sur le sort enduré par le peuple palestinien depuis des décennies, l'urgence est désormais d'arrêter la guerre afin d'endiguer un désastre humanitaire déjà avéré.

Élection présidentielle au Sénégal

Après plus de vingt années passées dans les hautes fonctions étatiques, Macky Sall, Président du Sénégal arrivant au terme de son second mandat, ne semble pas enclin à passer la main. En effet, en abrogeant le décret de convocation du corps électoral le 3 février dernier, le Président sortant sème la zizanie dans tout le pays, reportant ainsi l'élection présidentielle prévue pour le 25 février.

En toute légitimité, le Conseil constitutionnel a annulé le report de l'élection, rappelant au Président qu'il devra céder la place à la fin de son mandat, le 2 avril au plus tard. C'est dans ce sens que quinze des vingt candidats à la présidence réclament la tenue des élections avant cette date.

Actuel Premier ministre et candidat du camp présidentiel, Amadou Ba, ne recueille pas assez d'opinions favorables pour assurer une victoire dans les urnes et la succession souhaitée par le Président.

Devant la décision du Conseil constitutionnel, le Président Sall a fait connaître son intention de respecter cette décision et mener les consultations nécessaires à l'organisation du scrutin dans les meilleurs délais.

Du côté des candidats, l'interrogation persiste sur la reprise à zéro ou non du processus électoral et de l'homologation des candidatures de janvier dernier.



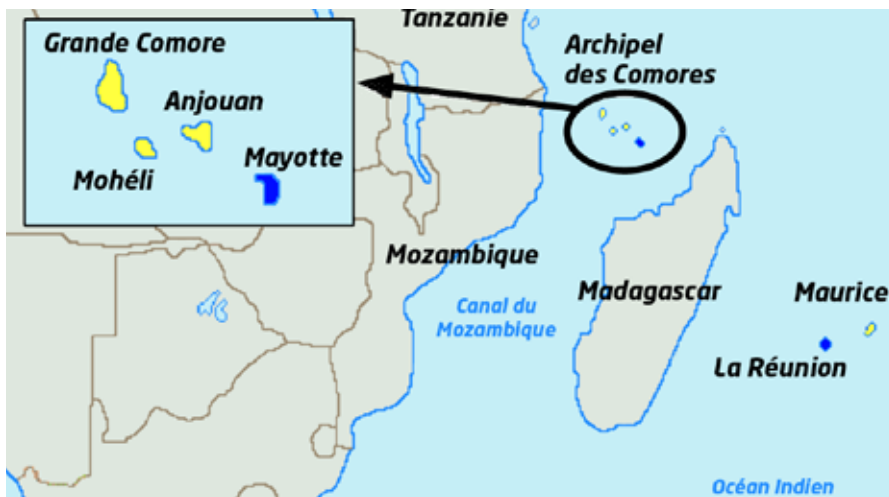
Mayotte

Un département français dans l'archipel des Comores

Longtemps très prospères car idéalement situées sur les routes commerciales qui reliaient l'Europe à l'Orient, **les Comores lient leur destin à la France en 1841**. Le sultan Andriantsoly souhaite, par la vente d'une de ses îles, préserver son autonomie face aux autres souverains comoriens et se protéger des razzias de pirates qui ont fortement dépeuplé l'île de Dzaoudzi. Louis-Philippe Ier intègre alors officiellement Mayotte à la France.

En 1869, l'ouverture du Canal de Suez détourne les milliers de navires de commerce qui faisaient escale aux Comores et plonge l'ensemble du territoire dans la misère, sauf pour les Européens qui y achètent des terres et y font fortune, comme Léon Humblot, qui prendra le pouvoir sur la Grande Comore. **La France va donc établir un protectorat sur l'ensemble des Comores qui deviendront alors la colonie de « Mayotte et dépendances »**, puis seront rattachées administrativement à Madagascar jusqu'à son indépendance en 1960. Le statut de territoire d'outre-mer (TOM) lui est alors donné, mais les Mahorais demandaient déjà depuis longtemps le statut de département, au même titre que La Réunion.

Dans les années 1960, la décolonisation des pays africains fait monter les mouvements indépendantistes. **En 1974, une consultation est organisée et seule Mayotte, dont le destin est lié depuis plus d'un siècle à la France, vote contre**. L'indépendance de l'État comorien est déclarée unilatéralement en 1975, mais la France décide de ne pas lier le sort de Mayotte à celui des trois autres îles, ce qui est toujours contesté par les Comores.



Un second référendum est organisé uniquement à Mayotte en 1976, qui confirme ce choix de la population. À la suite du référendum local de **2009, Mayotte devient département et région d'outre-mer (DROM)**, les lois et les règlements en vigueur en France y sont applicables de plein droit, même si des adaptations peuvent exister.

Les Comores connaissent une forte poussée démographique : 1,2 million de personnes y habitent pour une diaspora au moins équivalente (dont 80 % vivent en France), soutenant pour près de 25 % le PIB comorien. **Du côté de Mayotte, nul ne saurait nier les difficultés de vie qui sont amplifiées par une population qui a presque doublé ces dernières années**, essentiellement

due à l'arrivée de familles comoriennes.

Pour autant, la **proposition de Gérald Darmanin de déroger au droit du sol à Mayotte** ne dissuadera pas les migrations massives. En revanche, cette annonce du ministre de l'Intérieur menace l'unité et l'indivisibilité de la République, car elle constitue **une attaque frontale contre le principe d'égalité entre les citoyens**, tel que l'établit et le garantit la Constitution. Cela crée un précédent dangereux. La République, c'est l'égalité des citoyennes et des citoyens, c'est l'unité du territoire.

Encore une fois, la Macronie se jette dans les bras de l'extrême droite en oubliant l'Histoire de la France et les fondements de notre République.

Gabriel Attal

Discours de politique générale



Il y avait beaucoup d'autosatisfaction, mardi 31 janvier, dans le discours de politique générale de Gabriel Attal, louant le travail du Président, de ses prédécesseurs et leurs gouvernements : retour de l'industrie sur le sol national, taux de chômage en baisse, attractivité pour les investissements étrangers, lutte contre le réchauffement climatique, etc. Une vision telle qu'on en oublierait les centaines de milliers de personnes à la rue, les bidonvilles aux portes de nos villes, l'hôpital sacrifié, l'école abandonnée... Les manifestants, les grévistes de ces dernières années auront pourtant été en nombre, dans les cortèges, sur les ronds-points, pour montrer un tableau moins riant.

Le discours a donc marqué la volonté de poursuivre la politique d'Emmanuel Macron, ce qui n'aura pas été une surprise. **En effet, comme bon nombre d'anciens socialistes passés avec armes et bagages du côté du macronisme, ce jeune Premier ministre, entré en politique en manifestant contre le CPE et menant campagne pour Ségolène Royal, est devenu en quelques années un véritable chantre du libéralisme.**

L'allocution a porté, de fait, une attaque massive contre un modèle social qui n'a pas attendu Emmanuel Macron pour être affaibli.

Attaque menée au nom de la suppression de normes considérées comme étouffantes et de la volonté de réduire impôts, taxes et cotisations, pour « libérer les Français des contraintes qui les freinent ». Et

d'avancer des slogans simplistes : « La bureaucratie qui recule, c'est la liberté qui avance ! », « Déverrouiller, désmicardiser, débureaucratiser ! ».

Il est certain qu'en prévoyant de déréguler ainsi l'économie et réduire le rôle de l'administration, Gabriel Attal pouvait prédire en conséquence des économies de structure, mais ce, encore une fois, aux détriments des populations les plus fragiles.

Revenir à la baisse les normes des diagnostics de performance énergétique, lever les contraintes sur le zonage ou permettre aux constructeurs d'accélérer les procédures, **c'est tourner le dos à la rénovation énergétique des bâtiments défaillants et à la réflexion sur le long terme concernant l'étalement urbain.**

Revenir sur le plancher des 25 % d'habitat social par ville prévu par la loi SRU et y intégrer les logements intermédiaires, en plus de donner raison aux communes contrevenantes, c'est poursuivre le travail de sape en direction du secteur.

Supprimer l'allocation spécifique de solidarité accordée aux personnes privées d'emploi en fin de droits ou encore obliger à une activité de quinze heures hebdomadaires les bénéficiaires du RSA, c'est une nouvelle fois stigmatiser les allocataires.

D'entrée de jeu, Gabriel Attal aura montré où il se situe.

Le monde agricole

Lève les barrages mais ne décolère pas



Il y a un mois, le monde agricole se mobilisait très largement, partout en France, pour dénoncer sa situation devenue insupportable, faute de prix rémunérateurs, d'égalité face aux normes et par manque de reconnaissance. Pourtant, la souveraineté alimentaire est un enjeu crucial. **Ils étaient des milliers à bloquer les routes**, à manifester pour exiger la prise en compte de leur travail et la revalorisation du prix de leurs productions, face à l'agro-industrie et à la grande distribution qui n'en finissent plus de réaliser des gros profits sur le dos des producteurs et des éleveurs.

La colère paysanne a gagné la France après que d'autres grandes manifestations européennes se soient déclarées, en Allemagne, en Italie, en Espagne ou au Danemark. Partout les mêmes revendications, une rémunération à la hauteur du travail, la prise en compte des efforts effectués dans le cadre de la transition écologique, **la fin de la distorsion de la concurrence organisée par les traités de libre-échange.**

En France, alors que le gouvernement, et la droite au sens large, portent la responsabilité de la dérégulation des marchés agricoles, de la concurrence déloyale de produits importés, de la financiarisation des productions, tous se sont empressés de pointer du doigt l'excès de normes sociales et environnementales et d'apporter un soutien inconditionnel au syndicat agricole majoritaire FNSEA, dirigé par Arnaud Rousseau, agriculteur céréalier mais surtout négociant et patron du groupe agro-alimentaire Avril. La FNSEA co-gère la politique agricole avec le gouvernement, elle a donc sa part de responsabilité dans la crise de l'agriculture française et européenne. Pas étonnant que les autres syndicats agricoles aient vu d'un mauvais œil les négociations d'urgence entre le nouveau Premier ministre et la direction de la FNSEA.

Des négociations qui ont abouti à des simplifications administratives, la remise en cause du plan Écophyto 2030 (objectifs de réduction d'utilisation de produits phytosanitaires) ainsi qu'une aide supplémentaire de 150 millions d'euros pour les éleveurs. Rien sur les prix planchers, les revenus du travail ou les traités de libre-échange. Pour Pierre Thomas, président du Modéf : « Ces annonces me mettent en colère... N'aurions-nous qu'un problème de paperasse ? ». Pour Véronique Marchesseau de la Confédération paysanne : « De toute façon, le plan Écophyto avait déjà été déshabillé de ses objectifs ». En résumé, les discussions organisées entre le gouvernement, la FNSEA et sa branche Jeunes Agriculteurs, ont fait beaucoup de bruit mais ont accouché d'une souris. Pour rassurer sa base, la FNSEA a déclaré qu'elle levait les blocages mais que le mouvement se transformait et se poursuivait. Reste à savoir sur quelles revendications et si l'ensemble du monde agricole en sera partie prenante. **À quelques mois des élections européennes, le salon de l'agriculture qui débute devrait bousculer le gouvernement.**

Consultation

Vote pour la liste des Européennes



L'ensemble des membres du Parti communiste français sont appelés à voter du 8 au 10 mars prochain sur la proposition de la liste présentée par le parti et dans laquelle de nombreuses candidatures sont issues du monde du travail et des luttes sociales.

Elle réunit aussi trois forces politiques, aux côtés du PCF, qui partagent ensemble de grandes priorités pour les Français et pour l'Europe. La ré-industrialisation, la défense des services publics, la souveraineté alimentaire, énergétique, sanitaire, le rôle de la BCE, sur tous ces sujets, la Gauche républicaine et socialiste (GRS), l'Engagement, parti fondé par Arnaud Montebourg et Les Radicaux de Gauche (LRDG), présents sur la liste, partagent ces propositions ambitieuses.

Ce rassemblement de partis de gauche a encore vocation à s'élargir à toutes celles et ceux qui partagent notre ambition pour reprendre la main sur l'avenir de la France et de l'Europe. C'est le sens des places non encore pourvues dans la proposition soumise au vote.

Christelle Morançais

De nouveaux horizons



Madame Christelle Morançais a annoncé début février qu'elle rejoint l'ancien Premier ministre Édouard Philippe et son parti Horizons. Pour la présidente de la région : « Je choisis de rejoindre Édouard Philippe (...) Je le fais pour mes convictions, celle d'une droite que je veux lucide, moderne, ouverte, connectée aux enjeux complexes de notre temps ».

Elle aime également rappeler depuis quelques temps son admiration pour son nouveau chef de parti, que se soit sur le plan humain ou politique.

Christelle Morançais avait quitté Les Républicains en septembre 2022 en désaccord avec la ligne du parti ; elle était depuis « sans étiquette ». Chez les LR on fait grise mine, mais on affirme que cela n'est pas une surprise.

À droite, on change de crèmerie mais on garde le cap néolibéral. Il est à noter quand-même que Madame Morançais était favorable au projet de transfert de l'aéroport et que c'est sous le mandat de Premier ministre d'Édouard Philippe que ce projet a été définitivement abandonné.

Les ambitions nationales ont plus de valeur que la vie quotidienne des habitants de la région des Pays de la Loire.

Réunion publique

Pour les élections européennes 2024



Léon Deffontaines et Fabien Roussel seront à Nantes pour échanger avec vous sur les futurs possibles dans l'Union européenne. Les chantages du libéralisme nous avaient promis paix et prospérité sous le règne du tout-marché. Mais aujourd'hui, la guerre est à nos portes, les inégalités n'ont jamais été aussi grandes et la pauvreté explose.

Le 9 juin auront lieu les élections européennes, c'est le moment de faire bouger les choses, il est temps de changer de cap, de retrouver la souveraineté des peuples, de transformer nos modes de coopération en Europe et de reprendre la main sur les décisions qui nous concernent.

Ils défendront l'idée que de grands travaux utiles pour l'environnement doivent passer notamment par un développement du fret ferroviaire national et international

avec la ligne Lyon-Turin par exemple. Que la politique agricole commune qui finance aujourd'hui les grosses exploitations doive être réorientée pour favoriser la souveraineté alimentaire. D'en finir avec la règle des 3 % de déficit qui contraint nos services publics à fermer pour favoriser le privé au détriment de notre santé par exemple.

L'occasion vous est donnée de rencontrer Léon Deffontaines, tête de liste du Parti communiste français pour les élections européennes accompagné de Fabien Roussel, secrétaire national du parti :

Mardi 12 mars 2024 à 18h30
Aux Salons Mauduit
10 rue Arsène Leloup à Nantes

Bureaux de poste

Une déconfiture orchestrée



Une directive européenne de 1997 portait sur la libéralisation totale du marché des services postaux, envisagée pour 2011. Il s'agissait de mettre fin au monopole que La Poste exerçait sur le courrier de moins de 50 grammes.

Pour ce faire et malgré une très forte opposition – on se souvient des plus de 2 millions d'avis contraires lors de la votation citoyenne de 2009, il avait fallu transformer le statut de La Poste, transformée d'établissement public à caractère industriel et commercial en société anonyme, avec une ouverture au capital l'année suivante. À l'époque, *L'Humanité* affirmait : « La privatisation de La Poste ne va pas améliorer la qualité du service rendu, mais au contraire la dégrader et rendre celui-ci beaucoup plus inégalitaire. »

La réalité a bien correspondu à la prévision du journal, puisqu'on aura pu assister à une destruction massive des services postaux sur l'ensemble du territoire, concrétisée par des fermetures de bureaux par milliers depuis 2015, politique de déconfiture d'ailleurs totalement assumée par la direction.

Incapable de prendre au bond le développement exponentiel du commerce en ligne – on dépose et récupère mainte-

nant ses colis chez des commerçants non professionnels – ni d'offrir le service de proximité réclamé par l'adaptation de nos vies au changement climatique, le groupe La Poste a perdu toute notion de service public.

Dans le département, les fermetures de bureaux se sont succédé à un rythme effrayant, contre l'avis général des personnels, des élus et des populations, mais avec une technique éprouvée : suppression de certains services, du distributeur de billets, voire de la boîte aux lettres de dépôt, modification des horaires, à perdre même les plus motivés des usagers devenus « clients », réduction des plages d'ouverture, etc. Il n'est ensuite pas sorcier de conclure à une perte de fréquentation pour démontrer le besoin de fermeture.

Pornichet, Trignac, Donges, Moisdon-la-Rivière, Derval, Plessé, mais aussi au cœur de Nantes, les annonces de fermetures, effectives ou suspendues pour un temps, se poursuivent.

Nous apprenions la semaine dernière que le bureau de poste du Vieux Doulon, à Nantes, prévoit de ne plus ouvrir que le matin...

Macron, une politique néolibérale de l'éducation

Les ministres se suivent...

Et voilà une nouvelle ministre de l'Éducation nationale ! Après le formidable et très court passage d'Amélie Oudéa-Castéra, c'est Nicole Belloubet, ex-membre du Parti socialiste et qui se dit toujours « héritière de Jean Jaurès » (sic) qui s'y colle. Ancienne garde des Sceaux, celle-ci a connu sous son ministère une grève historique en 2020 et s'est attiré les foudres du monde judiciaire avec sa réforme. Elle avait aussi été accusée de tenir des propos sur des affaires judiciaires en cours, comme sur l'affaire Mila.

Pour l'ancienne ministre de l'Éducation, l'école publique n'est pas adaptée à ses propres enfants, considérant que les parents qui choisissent l'enseignement privé au lieu de l'établissement du secteur veulent simplement le meilleur enseignement, comme si ceux qui choisissent le public préféreraient une éducation au rabais ! **La première raison du choix du privé aujourd'hui, c'est d'abord les conditions dégradées d'enseignement que l'on trouve dans le public du fait des politiques de baisse de la dépense publique en matière d'éducation.**

Les causes sont donc directement liées à la politique du gouvernement et de la majorité dont elle fait partie et qui est au pouvoir depuis 2017. Elles sont même plus anciennes, puisqu'en



quinze ans les élèves ont perdu l'équivalent d'au moins une année scolaire, quand la dépense de l'État passait de 7,5 % du PIB à un peu plus de 6 %, dans un moment où l'école accueillait les enfants du baby-boom de l'an 2000 et qui se sont vus imposer une gare de triage avec Parcoursup quand ils ont été en âge d'accéder à l'enseignement supérieur.

Le projet du Président Macron pour l'Éducation nationale est un projet politique néolibéral. Le résultat de cette politique est sans appel : accroissement des inégalités sociales et territoriales, tandis que les officines privées prospèrent en faisant de la réussite scolaire et de l'accès aux savoirs un marché lucratif.

Les communistes ont des propositions concrètes pour l'Éducation nationale : décréter un moratoire sur les fermetures de classes, la gratuité des fournitures scolaires, la revalorisation des métiers de l'éducation, des effectifs limités, de 20 à 25 élèves par classe de la maternelle au lycée, le pré-recrutement en urgence de 20 000 étudiant-es en L3 pour les former durant deux ans, la titularisation des enseignants contractuels, des AESH, des assistants d'éducation, une véritable formation initiale et continue en lien avec la recherche pour les enseignants et personnels de l'éducation, l'abrogation de Parcoursup et Monmaster, plateformes qui trient et sélectionnent les jeunes diplômés.

Allocation de Solidarité Spécifique et RSA

Interview de Julien Chaillou, syndicaliste à France Travail (ancien Pôle Emploi)



Lors de son discours de politique générale, Gabriel Attal a annoncé le durcissement des règles pour les demandeurs d'emploi en fin de droits, peux-tu nous en dire plus sur ce projet ?

Le Premier ministre Attal a annoncé sa volonté de supprimer l'Allocation de Solidarité Spécifique (ASS) et une bascule automatique des allocataires de celle-ci vers le RSA. C'est faux et le Premier ministre le sait parfaitement. Pour percevoir l'ASS à taux plein, il faut remplir des conditions d'activité et ne pas dépasser un certain plafond de ressources. L'ASS concerne également certaines professions spécifiques, comme les artistes non-salariés, les marins pêcheurs et les dockers occasionnels.

Concrètement, quelles sont les différences entre l'ASS et le RSA ?

Tout d'abord, les plafonds de ressources à ne pas dépasser pour percevoir l'ASS sont supérieurs à ceux du RSA, mais en plus, certaines ressources qui entrent dans le calcul pour le RSA (prestations familiales par exemple) ne sont pas prises en compte pour l'ASS. Ensuite, l'ASS est versée pour une période de six mois renouvelable contre trois mois pour le RSA. Enfin, contrairement au RSA, l'ASS peut être cumulée trois mois en cas de reprise d'emploi (douze mois en cas de création d'entreprise) avec les revenus d'activité. Bien sûr, le montant de l'ASS, 545,10€ mensuel, est inférieur à celui du RSA (de 607€ à 911€ seul/couple sans enfant), mais les allocataires continuent de valider des trimestres pour la retraite tant qu'ils la perçoivent.

Quelles sont les personnes qui peuvent prétendre à l'ASS ?

L'ASS servait surtout aux personnes qui n'avaient plus droit au chômage (entre autres suite aux réformes gouvernementales de réduction de la durée de l'allocation chômage et au recul de l'âge de la retraite), de survivre en espérant limiter la casse pour la retraite. Elle concerne 322 000 personnes fin 2021 (source Dreets). C'était encore trop pour ce gouvernement !

Colères aux Chantiers de l'Atlantique

L'expression syndicale bridée

Alors que des chantiers navals de Saint-Nazaire sortent de majestueux paquebots destinés au plaisir de riches clients du monde entier, la CGT Navale dévoile un envers du décor peu flatteur. Le syndicat dénonce des conditions de travail indignes de chantiers qui font la fierté de la région et des salaires trop faibles, dont les augmentations récentes restent en-dessous de l'inflation. Il est notamment reproché à la direction de revoir à la baisse les accords salariaux au moyen de nouvelles conventions, bien que l'entreprise dégage des bénéfices records.

Lors d'une mobilisation collective fin 2023, Arnaud Fontaine, délégué syndical CGT, a été visé par une procédure disciplinaire. La solidarité des employés des chantiers a été telle que plus de 740 signatures ont été recueillies en deux semaines pour défendre le collègue mis à pied et attester que les revendications sur les conditions de travail étaient justifiées.

Arnaud Fontaine, le 17 décembre 2023 : « Comme vous le savez, ici on fabrique des bateaux de luxe ou des bateaux militaires et cette entreprise en tire chaque année des profits plus énormes.



Et pourtant, dans nombre d'ateliers, les chauffages des vestiaires sont régulièrement en panne, il y règne des odeurs nauséabondes, les toilettes et douches sont bouchés ou fuient et les salles de pause (quand il y en a) sont dans un état lamentable, les sèche-mains inadaptés ou inopérants.

Les cadences ne cessent d'augmenter pour tout le monde. Travailleurs Chantiers ou sous-traitants, en production ou au BE, accumulent le poids du flicage pour traquer le moindre temps mort, les horaires extensibles et les effectifs réduits.

Sur les bateaux en construction, c'est encore pire, on y travaille les

uns sur les autres dans les fumées toxiques, les ascenseurs ou les éclairages sont souvent défectueux, ce qui n'empêche pas certains chefs de distribuer des cartons jaunes pour absence de lunettes de circulation ou d'autres motifs alors que règnent partout le désordre et l'absence de sécurité collective. Enfin, dans tous les secteurs, des décisions arbitraires sont prises, sans consulter personne et nous pourrissent la vie. »

Toute la culture du hip hop

Du 22 février au 2 mars

À l'occasion des 50 ans du hip hop, Hip Opession retourne aux sources et réunit ses trois disciplines phares pour créer un seul rendez-vous annuel : la Musique, la Danse et les Arts Graphiques, offrant une expérience à 360 degrés.

Que vous soyez amateurs ou non de hip hop, cette culture urbaine venant des quartiers populaires des États-Unis et caractérisée par le rap, le Djing, le breakdance, le graffiti, le beatboxing ou le DJ set, **le festival Hip Opession 2024 aura de quoi vous contenter.**

Les événements se déroulent dans l'ensemble de l'agglomération nantaise, de la salle de spectacle traditionnelle au bar de quartier en passant par le pôle étudiant. **Vous pourrez aussi choisir le type d'ambiance qui vous convient.**

Pour les moins amateurs, nous vous conseillons le format « **Battle House et Hip Hop** », où en 1min30 les danseurs viennent s'affronter les uns après les autres, des qualifications jusqu'aux grandes finales qui sont malheureusement déjà complètes. Mais il reste des places pour les qualifications, alors n'hésitez pas !



Les Amis de L'Huma

Saint-Nazaire

Ami.e.s de L'Humanité
région de Saint-Nazaire

Jean-Luc Dupriez, syndicaliste à la CFDT avant de rejoindre en 1989 la CGT, a publié un ouvrage, fruit de ses réflexions sur le monde tel qu'il va, et donnant des pistes sur celui qu'il pourrait être.

Après une rétrospective historique, l'auteur démontre à quel point les questions relatives aux diverses dominations qui fracturent nos sociétés relèvent d'un ordre capitaliste qu'il s'agit de combattre, traitant particulièrement du racisme et du combat féministe, ainsi que des dimensions environnementales et religieuses.

Pour leur deuxième rencontre, les Amis de L'Humanité de Saint-Nazaire invitent Jean-Luc Dupriez autour de son livre : *Comprendre le Monde capitaliste, pour en sortir.*

Vendredi 22 mars à 18h

À l'Agora, salle 7

2 bis rue Albert de Mun à Saint-Nazaire.

Sophie G. Lucas

Une voix singulière pour dire la révolte

Sophie G. Lucas, aujourd'hui Nantaise mais ayant passé son enfance et adolescence à Saint-Nazaire, publie depuis le début des années 2000 des textes poétiques. D'abord dans des revues, puis sous forme de recueils, ses textes en vers ou en prose expriment des paroles fortes de révolte au travers de personnages qui se répondent par-delà les époques.

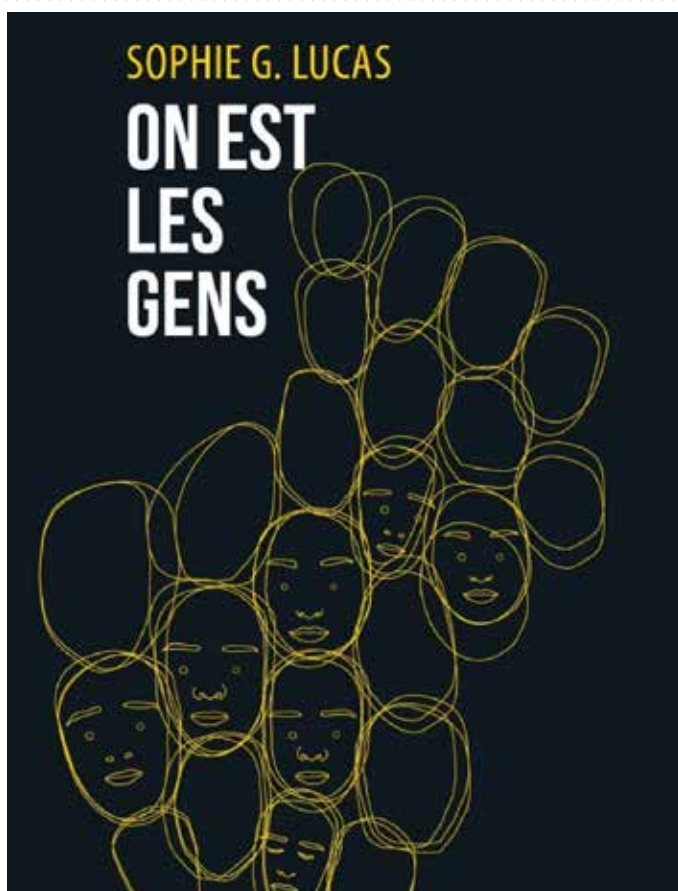
Le recueil *On est les gens* s'ouvre par cette scène documentaire mythique de *La reprise du travail aux usines Wonder*, filmée par Pierre Bonneau et Jacques Willemont, à Saint-Ouen, après les grèves de 68. On y voit une femme – Jocelyne – révoltée à l'idée de retourner à l'usine et prendre à partie les ouvriers qui sont en train d'y rentrer, notamment les responsables syndicaux. « Je mettrai plus les pieds dans cette taule ! (...) Allez voir quel bordel que c'est ! (...) On est noirs ! On est dégueulasses ! On est comme des charbonniers quand on sort de l'dans ! ».

Cette séquence première donne le ton et, sous forme de flashes ou de longs monologues, de témoignages et de vies imaginaires, la poétesse porte les cris des réprochés de toujours, de la Commune de 1871 ou des ronds-points des Gilets jaunes.

De son expérience d'animatrice d'ateliers d'écriture en milieu pénitentiaire, Sophie G. Lucas tire une puissante interpellation jetée à l'autrice : « Comment ils nous appellent déjà, ah oui, les publics éloignés, les publics empêchés, avant on disait les publics précaires ou en difficulté, arrêtez de saucissonner le public, on est des gens, juste des gens (...) Vous pensez que vous allez transformer nos vies, mais vous faites partie du système (...) Vous vous nourrissez de nous (...) vous remplissez une ligne d'un budget pour la culture à peu de frais... ».

Parfois minimaliste pour donner un contexte, souvent avec force et très orale quand il s'agit de faire parler « les gens », c'est toujours avec une extrême sensibilité que Sophie G. Lucas dissèque notre monde.

On est les gens Sophie G. Lucas (éditions La Contre-allée) 153 p. 8,50 €



Exposition Manouchian

Ils sont entrés au Panthéon le 21 février 2024

Un communiste, poète et ouvrier au Panthéon pour l'éternité ! Les communistes de Loire-Atlantique participent à l'hommage populaire avec une exposition, 80 années après son exécution à 37 ans par les nazis au Mont-Valérien, à Suresnes (Hauts-de-Seine). Pour ne pas séparer le couple, Missak entrera accompagné de Mélinée, sa femme également résistante, à qui il écrivait dans sa dernière lettre : « Je suis sûr que le peuple français et tous les combattants de la Liberté sauront honorer notre mémoire dignement. »

Au Panthéon, la grande famille résistante restait privée de toute sa branche communiste, bien que celle-ci ne fût pas la plus mince aux temps décisifs. Injustice historique enfin réparée avec la panthéonisation du couple Manouchian. Cet événement prend un sens particulièrement important, puisqu'il témoigne d'une dimension majeure de la nation française : la place qu'y ont tenue, qu'y tiennent et qu'y tiendront les étrangers, amoureux de notre Grande Révolution et de ses idéaux. C'est un message essentiel à l'heure d'une xénophobie répandue à jet continu et dont les effets délétères se font sentir chaque jour davantage.

L'exposition présente un chef de guerre et ses compagnons de combat, ces étrangers dont les idéaux ont servi la France. En Loire-Atlantique, terre de résistances où les communistes ont tant donné pour défendre les valeurs de la République, les communistes contribuent à cet hommage qu'il veulent populaire en ouvrant une exposition dédiée à leurs combats, à leur vie et à leur engagement.

Exposition Missak et Mélinée Manouchian (gratuite et ouverte à tous) :

À la Fédération de Loire-Atlantique du PCF - 41, rue des Olivettes 44000 Nantes

Du 21 au 28 février 2024 (en semaine du lundi au vendredi de 14h à 18h30)

Le samedi de 09h30 à 13h (fermé le dimanche)



Mort pour la France
Missak Manouchian

Logements

Année exceptionnelle, mesures exceptionnelles

À Paris, les Jeux Olympiques se préparent, les réservations d'hôtel explosent en même temps que les coûts d'hébergement. En décembre, les prix constatés par UFC-Que Choisir pour la cérémonie d'ouverture ont été multipliés par 3,6.

Cet effet d'aubaine pour les hôteliers, certains bailleurs veulent également en profiter, les congés pour reprise de logement normalement réservés pour héberger ses enfants ou son conjoint ont augmenté de 23 % en janvier 2024 par rapport à l'année précédente.

En réalité, de plus en plus de propriétaires se débarrassent de leurs locataires pour mettre leur logement sur Airbnb ou d'autres plateformes de location touristique pendant la période des Jeux Olympiques.

Si cette situation est pleinement bénéfique pour ces propriétaires sans scrupules, de nombreux foyers vont se retrouver sans solution d'hébergement de juillet à septembre 2024. Et à partir du 31 mars (date de la fin de la trêve hivernale), les bailleurs pourront même demander le recours de la force publique si leurs locataires sont encore dans les murs.

Le sénateur et ancien adjoint au logement de la ville de Paris, **Ian Brossat**, propose donc « de faire de l'année 2024 une année blanche en matière d'expulsions locatives » en prolongeant la trêve hivernale pour minimiser le phénomène.

Dans la même veine, l'élu communiste de Paris, **Barbara Gomes** propose une plateforme juridique pour faire face aux congés frauduleux et aider les locataires à se défendre.



Rapport Citad'elles 2023

Extraits de l'intervention de Pascale Robert

JOURNÉE INTERNATIONALE DES DROITS DES FEMMES



Le 8 mars, Journée internationale des droits des femmes, est un temps fort de rassemblements à travers le monde, l'occasion de faire un bilan sur la situation des femmes, de fêter les victoires et acquis, de faire entendre les revendications et de travailler à l'amélioration de leur situation. Cette journée permet de faire la lumière, notamment, sur les structures mises en places et œuvrant au long cours pour assurer aide et assistance aux femmes mises en difficulté.

Il y a quatre ans, la Ville de Nantes inaugurait Citad'elles, un centre ressources pour les femmes victimes de violences et leurs enfants. La structure présentait lors du dernier conseil municipal son rapport d'activité, plus de 4500 femmes l'ayant sollicitée depuis l'ouverture. Les aides sont multiples : hébergement, soutien psychologique, assistance médicale, accompagnement judiciaire ou social... grâce à de nombreux professionnels et associations partenaires.

« La violence trop souvent rencontrée dans notre société frappe tout particulièrement les femmes, victimes de comportements qu'il nous faut qualifier de prédateurs. Abusant de positions de force ou de pouvoir, se pensant intouchables car trop souvent impunis, des hommes en nombre font subir aux femmes qui ont le malheur de se trouver sur leur route des violences d'ordre sexiste, des violences d'ordre sexuel.

(...)
Ce sentiment de toute-puissance et d'impunité est notamment poussé à son extrême jusqu'aux actes criminels. De fait, plus de cent féminicides ont encore endeuillé l'année 2023. Ces chiffres à eux seuls démontrent l'absolue nécessité de structures telles que Citad'elles. Le rapport d'activité annuel de celle-ci le prouve aisément et le nombre de femmes de tous âges, seules ou accompagnées d'enfants, qui bénéficient de ce lieu protecteur, donne toute la mesure de son utilité.

(...)
Les stéréotypes de genre, exacerbés par les raisonnements simplistes propagés par les réseaux sociaux, demandent à être combattus. Ce n'est pas en appelant à un soi-disant « réarmement démographique » que nous en prendrons le chemin, mais au moyen d'un travail de fond en termes d'éducation, de formation et d'actions répétées contre le patriarcat et toutes formes de domination. »

Pierre Sémard

82e anniversaire de son assassinat

COUR Pierre SEMARD



Né le 15 Février 1887.

Secrétaire de la Fédération C.G.T. des Cheminots.

Conseiller Général Communiste de Drancy.

Administrateur Salarié de la S.N.C.F.

Livré comme otage aux nazis par la police de Vichy, il est fusillé à Evreux le 7 Mars 1942.

Comme chaque année, le 7 mars, les cheminots de la CGT, le PCF, le Comité départemental du souvenir, des associations d'anciens combattants et de familles de fusillés se retrouvent pour rendre hommage à Pierre Sémard.

Secrétaire de la fédération CGT des cheminots, dirigeant national du PCF, fusillé par les Nazis le 7 mars 1942 à la prison d'Évreux. Arrêté en 1939 pour appartenance au PCF, alors officiellement interdit, il sera livré, avec d'autres dirigeants communistes et cégétistes, comme otage aux autorités allemandes.

Commémoration :

Jeu 7 mars, à 11 heures
Esplanade Pierre Sémard
Gare nord à Nantes

« Nouvelles de Loire-Atlantique »

Directeur de la Publication : Pierre DAGUET
Commission paritaire : N°0325 P 11519
Imprimerie : IMPRAM Lannion
Composition : Clément CHEBANIER
Responsable de la rédaction : Pierre DAGUET
NLA 41 rue des Olivettes - 44 000 Nantes Tél : 02 40 35 03 00
E-mail : redac.nla@orange.fr

Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de :
Pedro MAIA Mathis VANDAMME
Benoît LUSSEAU Alain BOURDEAU
Pascal DIVAY

Imprimé sur du papier fabriqué dans l'Union Européenne (France, Allemagne, Belgique...) référencé EU Ecolabel
Papier certifié FSC et PEFC composé de fibres 100% recyclées
Eutrophisation : Ptot 0,009 kg/tonne



Soutenir et s'abonner aux Nouvelles de Loire-Atlantique



Unique parmi la presse départementale les *Nouvelles de Loire-Atlantique*, ce journal veut perdurer et faire vivre des paroles singulières celles des acteurs des mouvements sociaux, associatifs, progressistes, pour un regard critique sur l'actualité, soutenez et abonnez-vous aux *Nouvelles de Loire-Atlantique*.

NOM :PRENOM :

ADRESSE :

TEL : EMAIL :

Je m'abonne pour un an et verse un chèque de 20 euros

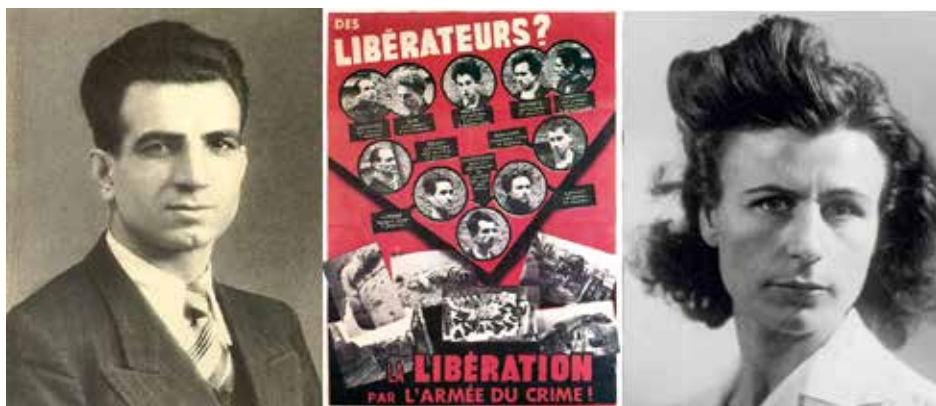
Je soutiens les Nouvelles de Loire-Atlantique à hauteur de€

A renvoyer à NLA- Bulletin d'abonnement, 41 rue des Olivettes, 44000 NANTES

Chèque à l'ordre de ADF44

Ou par virement IBAN : FR13 2004 1010 1107 2967 7L03 276 (BIC : PSSTFRPPNTE)

Manouchian, rendons-leur honneur



Le couple Manouchian est enfin panthéonisé ! Une nouvelle qui ne manque pas de réjouir les communistes français, attachés aux grandes figures de la Résistance. **Cependant, une certaine gêne s'installe dans le paysage politique. Malgré la reconnaissance de leur engagement au sein des FTP-MOI ainsi que leur rôle éminent dans la résistance communiste française au sein du PCF et de la CGTU, les médias bourgeois, en omettant leur affiliation communiste, les présentent comme des figures dépolitisées et mystifiées.** De plus, *L'Express* a jugé bon de donner la parole à Stéphane Courtois, dont la crédibilité avait déjà été entachée par son obsession pour la criminalisation du communisme. Ce dernier s'est lancé dans une argumentation douteuse, pavée d'approximations et de contre-vérités, reprenant bon nombre de mythes construits au fil des années par l'extrême droite et la bourgeoisie.

Cela s'ajoute à l'organisation chaotique de la cérémonie d'hommage national, où les organisateurs ont préféré inviter des membres du Front National au détriment d'anciens FTP-MOI et résistants communistes, comme Léon Landini. **Profitant de cette occasion, le Front National persiste dans son double discours, en propageant à la fois des thèses révisionnistes et anti-communistes, telles que la collaboration du PCF avant 1941 ou celles du Livre noir, tout en cherchant également à s'appropriier les figures de la résistance communiste.**



Dans une période où les accusations de « folklorisme » se multiplient sans véritable compréhension des enjeux politiques de la bataille culturelle en cours, la diffusion de l'histoire du mouvement communiste et la préservation de la mémoire de ceux qui ont porté ses aspirations revêtent une importance capitale. Le combat pour le socialisme, les conquêtes sociales, les luttes antifascistes et anti-impérialistes sont au cœur de nos convictions et témoignent de l'engagement constant et constructif des communistes tout au long de leur histoire. Réconcilier le drapeau tricolore de nos aînés avec le drapeau rouge de nos aspirations, dans un contexte certes différent de celui de 1936, revient à assumer avec fierté l'héritage qui nous a été légué et ne pas laisser tomber notre histoire aux mains des réactionnaires. **Ainsi, saluons les Manouchian, résistants communistes tombés dans la lutte contre le fascisme.**

Élections européennes

Réunion d'information le 1^{er} mars à Savenay



« C'est de la faute de l'Europe », c'est ce qui se dit, mais qu'en est-il ?

Pour en savoir davantage sur la Politique Agricole Commune, nous entendrons **Jean-Noël Lebossé**, maire-adjoint à la Chapelle-sur-Erdre, **Gwénaél Plagne**, notre camarade de Cordemais sur l'énergie et les tarifs de l'électricité, **Guillaume Dessables** et **Jessica Auduc** sur le Fret SNCF...

Pour que nos idées et nos valeurs entrent au Parlement européen, soutenons la liste de Léon Deffontaines et venez nombreux :

Réunion d'information
Vendredi 1^{er} mars à 18h30
Salle Équinoxe à Savenay

Yvette Guérin

100 ans et une vie d'engagement



Le 7 février 2024, notre camarade et amie Yvette Guerin a fêté ses 100 ans. Longtemps institutrice à Donges, elle y fut également élue municipale de 1989 à 1995 aux côtés du maire Alain Picot.

À sa retraite de directrice d'école au bel âge de 55 ans (bien avant Macron), elle part pour **La Baule** où elle assumera un mandat comme **conseillère d'opposition de 1995 à 2001**. En tant que doyenne du conseil municipal, elle aura l'honneur de présider le premier d'entre eux en attendant qu'Yves Métaireau soit officiellement désigné maire.

Anecdote : Pour écrire ce court article, nous avons appelé la ville de Donges : **Notre institutrice centenaire est visiblement toujours bien connue en mairie** car la personne de l'accueil téléphonique a non seulement été un de ses élèves mais se souvenait également parfaitement de ses années de mandat. **Bon centenaire à toi, Yvette, de la part de la rédaction des NLA.**

Formations et banquet :

Les communistes à l'initiative

Des formations politiques se sont tenues ce mois à la section de Nantes autour du sujet de l'Europe et des élections européennes et à la section du Vignoble autour du sujet de l'extrême droite. Dans la même période, la section de Saint-Nazaire organisait un banquet particulièrement réussi avec la présence de 90 personnes.

Sur l'Europe, avec la participation de Charlotte Balavoine, responsable Europe, 35 participants ont bénéficié d'une présentation et d'un échange à propos des différentes institutions, de leur fonctionnement et du rôle des élus.

En lien, les actions à fournir pour construire un rapport de forces hors institutions, notamment avec l'intervention syndicale, avec les exemples de la CGT ports et Docks et CGT Énergie ou du sujet du plan Climat 2050 du PCF.

À propos de l'extrême droite, 25 participants se sont interrogés sur la façon la plus efficace de combattre celle-ci et sa stratégie de conquête du pouvoir, de dédramatisation-normalisation. Au-delà du discours structurant sécuritaire, raciste et anti-immigrés, la nécessité de travailler projet contre projet, de reconnaître les leurres et le détournement des notions, de contester les idées faciles du « ça va de soi » et de « vraies-fausse » évidences populistes.

Des formations bien utiles.

